



APPEL DE L'AG DE LA FNEC FP-FO 40 DU VENDREDI 24 SEPTEMBRE 2021

La FneC FP-FO 40 fait sien l'appel de la commission exécutive confédérale du 9 septembre 2021, selon lequel : « *FO s'oppose à la poursuite des politiques d'austérité alors que de nombreux services publics manquent de moyens et sont confrontés à des restructurations, privatisations, fermetures et suppressions d'emplois.*

Face à l'augmentation des prix de consommation courante (alimentation, gaz, électricité, essence) et alors que de nombreux salariés ont subi et subissent le chômage partiel, les emplois à bas salaires, à temps partiel et les contrats précaires, la stagnation ou la baisse du pouvoir d'achat de leur salaire ou pension pour les retraités, quand les profits et dividendes versés aux actionnaires s'envolent, FO confirme l'urgence de l'augmentation générale des salaires, pensions, du Smic et de l'indice de la Fonction publique.

Dans ce contexte, la Commission exécutive lance un appel à tous les syndicats, militants et adhérents FO, afin de mettre en œuvre, dès maintenant, les conditions de réussite de la mobilisation, par la grève interprofessionnelle et les manifestations, le 5 octobre prochain. »

Car les mauvais coups pleuvent depuis 2017, au sens figuré comme au sens propre.

Et à chacun d'entre eux sont réduites, circonscrites voire détruites les **libertés** publiques, est sapé le « modèle social » qui garantissait l'**égalité** des citoyens, au moins comme objectif ; à chacun d'entre eux s'éloignent les conditions d'une **fraternité** républicaine.

C'est ainsi dans ce cadre, purement idéologique, de destruction des conquêtes ouvrières et laïques que le président Macron veut « expérimenter » à Marseille la casse de l'École publique et la destruction des statuts. Présentant le 2 septembre son plan pour le Grand Marseille, le président a annoncé un statut dérogatoire spécial pour 50 écoles marseillaises dès la rentrée 2022. Dans ces écoles, les directeurs choisiraient les enseignants et disposeraient d'une large autonomie pour adapter les horaires, les rythmes scolaires avec la participation « d'acteurs extrascolaires ».

Dans le second degré, il mettrait en place des micro-collèges et micro-lycées. Dans la continuité de la réforme Vallaud-Belkacem, il souhaite renforcer la liaison école-collège, avec des « *enseignants qui seront référents, qui vont accompagner les élèves et penser cette période qui va du CMI à la 5e* », remettant en cause leurs statuts particuliers.

Il accuse encore les personnels des écoles publiques d'être « *absentéistes* » et de faire « *trop la grève* » : une véritable déclaration de guerre.

Mais la guerre a été déclarée il y a bien longtemps, et par bon nombre de ministres de l'Éducation nationale contre leurs personnels. Et parmi les batailles, il faudra compter la destruction du baccalauréat ponctuel, national, terminal et anonyme lors des épreuves de 2021. Puis l'imposition de 40 % de contrôle continu en juin, pour proposer en juillet des Plan Locaux d'Évaluation pour

tâcher de garantir une forme d'harmonisation illusoire. Tout est dans le titre : Plan Local d'Évaluation est un oxymore. Et le Plan National d'Évaluation, garantissant l'égalité, s'appelait précisément le baccalauréat. Il faut dire que le bac, c'est aussi un diplôme reconnu dans les conventions collectives, qui imposent une harmonisation salariale nationale. La FNEC FP-FO 40 revendique le retour à un baccalauréat national, anonyme, terminal et l'abrogation de la réforme Blanquer-Mathiot des lycées.

La FNEC FP-FO 40 et son syndicat le Snetaa-FO dénonce la tentative de développement de l'apprentissage via la mixité élève-apprenti dans les lycées professionnels publics et laïques, ainsi que la tentative de suppression d'un tiers des heures d'atelier pour les SEGPA. Ces objectifs, s'ils se réalisaient, conduiraient inévitablement à des suppressions de postes.

Comme 40 écoles REP+ de Marseille éligibles à l'expérimentation, la FNEC FP-FO 40, à l'instar de la FNEC FP-FO nationale, s'oppose à l'expérimentation marseillaise, et dénonce le mépris présidentiel comme ministériel. Elle sera aux côtés de tous les personnels afin de les protéger contre la responsabilité des dysfonctionnements, contre la mise à sac de l'École de la République.

La FNEC FP-FO 40 dénonce la pitrerie du Grenelle de l'Éducation qui saupoudre des miettes salariales, et encore pas pour tous, sur des personnels de l'Éducation nationale parmi les plus mal payés d'Europe, et alors même que notre ministère a rendu 500 millions à Bercy.

De même, contre la précarité, pour un vrai statut de la Fonction Publique, pour l'abandon des PIAL, la FNEC FP-FO 40 invite les AESH à cesser le travail massivement le 19 octobre prochain.

Elle soutient l'initiative d'une montée nationale des AESH, ce jour de grève, au Ministère. Elle invite tous les personnels de l'Éducation Nationale à répondre favorablement à la campagne financière du Comité de liaison des AESH des Landes pour cette montée à Paris.

C'était en partie l'objet de la grève d'hier, 23 septembre, appelée par la FNEC FP-FO en intersyndicale, qui appelait à descendre dans la rue pour les emplois, les salaires, et les conditions de travail.

C'est encore la finalité de la grève interprofessionnelle du 5 octobre prochain, appelée par FO, en intersyndicale. Pour l'emploi, les salaires, les retraites, tous les salariés, tous les étudiants, tous les retraités dans la rue !

Nous revendiquons :

- L'augmentation des salaires, le gouvernement peut agir rapidement par l'augmentation du SMIC dans le privé et en dégelant le point d'indice dans le public
- L'abandon définitif des contre réformes des retraites et de l'assurance chômage
- L'arrêt des licenciements et la fin des dérogations au code du travail et des garanties collectives
- La fin des fermetures de services publics, des suppressions d'emplois, du démantèlement et des privatisations dans les services publics et de la fonction publique
- La levée des brevets sur les vaccins qui empêche sa diffusion dans le monde tout en étant source de profit
- Aucune sanction à l'encontre des salariés qui refuseraient le passe sanitaire ou la vaccination, le système de santé a besoin de recrutement, pas de licenciement.

RÉSISTER, REVENDIQUER, RECONQUÉRIR, ET CONQUÉRIR !